

Science politique (fiche nationale)

RNCP38175 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	123, 128, 340
Formacode(s)	13027, 13036, 46354
Code(s) ROME	K1401, E1106, K1802, K1405, K2401
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2028

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL · SIRET : 13002612300013

UNIVERSITE DE RENNES · SIRET : 13003051300019

CY CERGY PARIS UNIVERSITE · SIRET : 13002597600015

UNIVERSITE DE MONTPELLIER · SIRET : 13002979600013

UNIVERSITE DE BORDEAUX · SIRET : 13001835100010

UNIVERSITE PARIS-SACLAY · SIRET : 13002602400054

<https://www.universite-paris-saclay.fr/>

UNIVERSITE DE LORRAINE · SIRET : 13001550600012

UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE · SIRET : 19941111700013

UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE · SIRET : 13001533200013

UNIVERSITE DE STRASBOURG · SIRET : 13000545700010

<https://www.unistra.fr/>

UNIVERSITE DE LILLE · SIRET : 13002975400012

UNIVERSITE AMIENS PICARDIE JULES VERNE · SIRET : 19801344300017

UNIVERSITE COTE D'AZUR · SIRET : 13002566100013

UNIVERSITE DE POITIERS · SIRET : 19860856400375

UNIVERSITE PARIS NANTERRE · SIRET : 19921204400010

UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE · SIRET : 19691775100014

UNIVERSITE DES ANTILLES · SIRET : 19971585500011

UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE · SIRET : 19751717000019

UNIVERSITE PARIS XIII PARIS NORD VILLETANEUSE · SIRET : 19931238000017

UNIVERSITE TOULOUSE CAPITOLE · SIRET : 13003061200019

UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS · SIRET : 13002995200012

UNIVERSITE JEAN MONNET SAINT ETIENNE · SIRET : 19421095100423

UNIVERSITE DE PARIS VIII.PARIS VINCENNES · SIRET : 19931827000014

UNIVERSITE JEAN MONNET (EPSCP) · SIRET : 93850168100010

Partenaires habilités

10 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 5 à former et organiser l'évaluation et 5 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
CFA CCIR PARIS ILE DE FRANCE	1300172700 0898	Former
ECOLE SUPERIEURE DE VENTE ET DE MANAGEMENT - CCI PARIS ILE-DE-FRANCE EDUCATION	8893079710 0024	Former
FORMASUP NORD-PAS DE CALAIS	4281352550 0050	Former et organiser l'évaluation
FORMASUP PARIS ILE-DE-FRANCE	4207181730 0065	Former
FORMASUP PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	3939143950 0057	Former
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE LYON	1969017300 0024	Former et organiser l'évaluation
INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AGROPARISTECH)	1300028500 0134	Former et organiser l'évaluation
UNION UNIVERSITE ECONOMIE	4119734310 0033	Former
UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L OUEST	7861166810 0010	Former et organiser l'évaluation
UNIVERSITE VERSAILLES ST QUENTIN YVELINE	1978194440 0013	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

ACTIVITÉS VISÉES

- Recherche documentaire et analyse prospective en science politique et sciences sociales
- Analyse critique de discours publics
- Analyse de documents nécessaires à la discussion publique
- Conseil et expertise auprès d'organismes publics, privés et associations
- Rédaction de synthèses, diagnostics, préconisations, d'argumentaires et plaidoyers pour les décideurs publics ou les organismes privés et associatifs
- Accompagnement à la définition, la conception, la mise en œuvre et au pilotage des politiques publiques
- Contrôle et évaluation de la mise en œuvre et de l'application des politiques publiques (enquêtes, audits, diagnostics...)
- Gestion de projets d'actions publiques locales, nationales, internationales
- Participation à la recherche en science politique

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
 - Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
 - Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
 - Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
 - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
 - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
 - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
 - Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
 - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
 - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
 - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
 - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
 - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
 - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
 - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles
- ### Compétences spécifiques de la mention
- Utiliser les connaissances historiques et socio-politiques nationales et internationales pour comprendre les dynamiques de l'espace public et politique
 - Analyser stratégiquement des logiques d'action institutionnelle
 - Comprendre les processus législatifs et réglementaires nationaux et européens
 - Maîtriser le fonctionnement juridique et financier des administrations et les dispositifs de l'action publique locale et nationale
 - Analyser l'émergence des problèmes publics et en accompagner la prise en charge
 - Identifier les acteurs d'une politique publique
 - Définir les objectifs et les moyens des programmes d'action des pouvoirs publics
 - Piloter la mise en œuvre d'une politique publique
 - Apprécier les enjeux et les risques dans le cadre de choix publics et/ou de prises de décisions publiques
 - Évaluer les résultats de l'action publique
 - Déployer des techniques de communication, d'animation, de mobilisation et de négociation publique.
 - Mettre en place et piloter la communication d'un élu, d'une institution publique locale, nationale ou européenne, d'une organisation syndicale, militante ou associative, y compris en situation de crise
 - Concevoir des actions ciblées de lobbying et de plaidoyer auprès des institutions publiques nationales et européennes
 - Mettre en place, animer, évaluer des instances de concertation publique et des dispositifs participatifs

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP38175BC01 — Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38175BC02 — Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38175BC03 — Mettre en oeuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38175BC04 — Contribuer à la transformation en contexte professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38175BC05 — Analyser les dynamiques du champ politique

LISTE DE COMPÉTENCES

- Comprendre les dynamiques de l'espace public et politique en s'appuyant sur les connaissances historiques et socio-politiques nationales et internationales
- Analyser stratégiquement des logiques d'action institutionnelle
- Comprendre les processus législatifs et réglementaires nationaux et européens
- Maîtriser le fonctionnement juridique et financier des administrations et les dispositifs de l'action publique locale et nationale

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38175BC06 — Contribuer à la prise de décision, mettre en place et évaluer des actions publiques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Analyser l'émergence des problèmes publics et en accompagner la prise en charge
- Identifier les acteurs d'une politique publique
- Définir les objectifs et les moyens des programmes d'action des pouvoirs publics
- Piloter la mise en œuvre d'une politique publique
- Apprécier les enjeux et les risques dans le cadre de choix publics et/ou de prises de décisions publiques
- Évaluer les résultats de l'action publique

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38175BC07 — Assurer la communication et l'animation d'acteurs, institutions ou instances publiques au sein de l'espace public

LISTE DE COMPÉTENCES

- Déployer des techniques de communication, d'animation, de mobilisation et de négociation publique
- Mettre en place et piloter la communication d'un élu, d'une institution publique locale, nationale ou européenne, d'une organisation syndicale, militante ou associative, y compris en situation de crise
- Concevoir des actions ciblées de lobbying et de plaidoyer auprès des institutions publiques nationales et européennes
- Mettre en place, animer, évaluer des instances de concertation publique et des dispositifs participatifs

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

84.11 : Services d'administration publique générale

94 : Activités des organisations associatives

99 : Activités des organisations et organismes extraterritoriaux

70.21 : Conseil en relations publiques et communication

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Collaborateur d'élu de groupe politique ou de parti, au niveau territorial, national ou européen (assistant parlementaire, collaborateur, permanent, conseiller)

Chargé de communication et des relations publiques
 Chargé mission dans les administrations centrales et collectivités territoriales
 Chargé de mission dans les organisations citoyennes et participatives
 Chargé de mission dans les organisations humanitaires et caritatives
 Cadre dans les entreprises publiques et privés en lien avec les activités politiques (développement territorial, politiques internationales, politiques européennes, etc.)
 Collaborateur dans les cabinets de consultant en affaires publiques
 Journaliste pigiste politique et société
 Collaborateur dans les cabinets de consultant et de lobbying
 Après réussite au concours :
 Chargé d'études et de recherche des institutions publiques

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Faible (2/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 2 sur 5.
Facteurs principaux	Non-durabilité de l'emploi
Salaire médian (mensuel)	2 528 €
Familles professionnelles (FAP)	N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) · tension 2/5 (Faible) U0X92 — Journalistes et cadres de l'édition · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 047
Jugés difficiles à recruter	36 %
Emplois saisonniers	14 %
Familles professionnelles (FAP)	N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) U0X92 — Journalistes et cadres de l'édition

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Composition définie par le Code de l'éducation : article L613-4 modifié par la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 78

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 060 €
Selon la branche	4 900 € – 8 336 €

Prise en charge	Branches concernées
8 060 €	Valeur par défaut · 196 branches
8 315 €	CPNE Ports et Manutention, CPNE des Télécoms, CPNEFP commerces quincaillerie, CPNEFP des commerces de gros
4 900 €	CPNE industries alimentaires diverses, CPNEFP Transformation Laitière, CPNEFP de la branche des industries de produits alimentaires élaborés
8 336 €	CPNEF de l'audiovisuel, CPNEFP Commerce à distance
7 000 €	CPNEFP de l'enseignement privé indépendant, CPNEFP de la métallurgie
8 215 €	CPNEF de la Publicité
7 904 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 300 €	CPNE Banque
7 280 €	CPNEFP des industries électriques et gazières
6 510 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/12/2028
Date de dernière délivrance possible	31/12/2031

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP31506

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.cyu.fr/>
<http://www.ens-lyon.fr/>
<https://univ-cotedazur.fr/>
<https://www.univ-amu.fr/>
<https://www.u-bordeaux.fr/>
<https://www.univ-lille.fr/>
<https://www.univ-lorraine.fr/>
<https://www.umontpellier.fr/>
<https://www.u-picardie.fr/>
<https://www.univ-poitiers.fr/>
<https://www.unistra.fr/>
<http://www.univ-ag.fr/>
<https://www.univ-gustave-eiffel.fr/>
<https://www.univ-lyon2.fr/>
<https://www.pantheonsorbonne.fr/>
<https://www.parisnanterre.fr/>
<https://www.univ-paris13.fr/>
<https://www.u-pec.fr/>
<http://www.assas-universite.fr/>

<https://www.universite-paris-saclay.fr/>
<https://www.univ-rennes.fr/>
<https://www.ut-capitole.fr/>
<https://www.univ-paris8.fr/>
<https://www.univ-st-etienne.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38175/>

Où se former

Formations référencées	25
Organismes	10
Régions couvertes	5
Prix indicatif	1 500 € – 12 903 €
Durée	116 – 1459 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	1
Organismes gestionnaires (CFA)	1
Organismes formateurs	1
Régions couvertes	1
Départements couverts	1
Organismes certifiés Qualiopi	1
Sessions	de 09/2026 à 09/2027

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	16
Parcours menés à terme	2
Taux d'achèvement	13 %
Période	09/2024 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	42
Montant total engagé	157 492 €
Coût moyen par dossier	3 750 €
Durée moyenne	201 h

Période	07/2024 – 09/2026
France compétences	72 %
Reste à charge titulaire	20 %
Entreprise	4 %
France Travail	2 %
OPCO	2 %
Compte d'engagement citoyen	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.